

STUDENT TRANSPORTATION INC.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion de Student Transportation Inc. qui suit complète les états financiers et les notes y afférentes pour la période close le 31 mars 2016 et doit être lu avec ceux-ci. Ces états financiers sont disponibles sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. À titre d'émetteur inscrit auprès de la SEC (selon le sens attribué à ce terme dans les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables), Student Transportation Inc. prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis («PCGR des États-Unis»). L'information présentée dans le présent rapport de gestion est en date du 11 mai 2016. Des renseignements additionnels sur Student Transportation Inc., de même que la notice annuelle que cette dernière a déposée, sont également accessibles sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

La mention «\$» ou «\$ US» renvoie aux dollars américains, et la mention «\$ CA», aux dollars canadiens. La mention «société» renvoie à Student Transportation Inc. ou à STI et à ses filiales, selon le contexte. À moins d'indication contraire, la mention «exercice» s'entend de l'exercice de la société clos le 30 juin.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés contenus dans le présent rapport de gestion, y compris, sans s'y limiter, les sections du présent rapport de gestion intitulées «Résultats d'exploitation», «Situation de trésorerie et sources de financement» et «Événements postérieurs à la date du bilan», sont des énoncés prospectifs au sens des lois applicables en valeurs mobilières, qui reflètent les attentes de la direction à l'égard des produits, des charges, du caractère saisonnier, de la situation de trésorerie, du rendement des nouvelles activités acquises ou obtenues à la suite d'appels d'offres, de la capacité d'emprunt, de la capacité de renouveler ou de refinancer diverses facilités de crédit lorsqu'elles viennent à échéance, de la capacité de mettre en œuvre la stratégie de croissance et de verser les distributions en espèces de la société, de même que de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement, des perspectives ou des occasions d'affaires futurs de la société. Les énoncés prospectifs peuvent habituellement être repérés par l'utilisation du conditionnel ou du futur, et des termes prospectifs comme «s'attendre à», «avoir l'intention de», «estimer», «prévoir», «croire», «devoir», «planifier» ou «continuer», ou d'autres termes semblables, et toute tournure négative de ces termes, suggérant des issues ou des événements futurs.

Ces énoncés prospectifs reflètent les attentes actuelles de la société à l'égard d'événements et du rendement d'exploitation futurs, et sont en date du présent rapport de gestion uniquement. Les résultats réels peuvent différer des énoncés prospectifs. En particulier, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et des risques importants, ne doivent pas être considérés comme des garanties du rendement ou des résultats futurs, et ne représentent pas nécessairement des indications exactes, à savoir si ledit rendement ou lesdits résultats seront atteints ou non ou quand ils le seront. Un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs, entre autres, sans s'y limiter, les facteurs analysés et intégrés par renvoi à la rubrique «Facteurs de risque», notamment l'incapacité de la société à contrôler ses charges d'exploitation, ses importantes dépenses en immobilisations, la capacité de la société de renouveler les contrats conclus avec ses clients, de trouver de bonnes entreprises à acquérir et de recenser des occasions de conversions et d'obtenir des contrats dans le

cadre d'appels d'offres selon des modalités rentables, la dette consolidée de la société et les clauses restrictives connexes, la capacité de la société d'effectuer des paiements à l'égard de ses débentures convertibles, la stratégie d'acquisition de la société, l'accroissement de la concurrence et des regroupements au sein du secteur, la dépendance à l'égard de certains membres clés du personnel, la syndicalisation possible d'un plus grand nombre d'employés, les primes d'assurance à la hausse, une protection insuffisante contre certaines pertes, de nouvelles lois et nouveaux règlements gouvernementaux, les exigences environnementales, le caractère saisonnier du secteur où la société exerce ses activités, toute incapacité à maintenir des lettres de crédit et des garanties de bonne exécution, la résiliation de certains des contrats de la société pour des raisons qui échappent au contrôle de la direction, les risques inconnus associés à l'acquisition d'activités pétrolières et gazières de la société, le statut de société ouverte de la société ainsi que son statut d'émetteur privé étranger et de société en croissance émergente aux fins des lois fédérales applicables sur les valeurs mobilières aux États-Unis, la réduction des dépenses des arrondissements scolaires et des organismes gouvernementaux, les attaques terroristes, les catastrophes naturelles ou causées par l'homme, le cyberterrorisme et les atteintes à la sécurité des données de même que les risques liés à la structure du capital de la société. Les hypothèses et facteurs importants sous-jacents aux énoncés prospectifs comprennent le maintien de contrats et de la clientèle, les niveaux actuels et futurs des charges, la possibilité d'acquisitions de qualité, les occasions d'appels d'offres et de conversions, la disponibilité du crédit et les ratios financiers actuels, ainsi que les résultats d'exploitation et le rendement actuels et historiques. Bien que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion soient fondés sur ce que la société croit être des hypothèses raisonnables, les investisseurs ne peuvent être certains que les résultats réels seront conformes à ces énoncés prospectifs, et les différences peuvent être importantes. Ces énoncés prospectifs sont effectués à la date du présent rapport de gestion, et la société n'a nullement l'obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou circonstances autrement qu'à l'égard des exigences de la loi applicable.

Généralités

Student Transportation Inc. («STI» ou la «société») est une société établie sous le régime des lois de l'Ontario. STI et sa filiale indirecte Student Transportation of America ULC («STA ULC» et, collectivement avec STI, l'«émetteur») ont réalisé un premier appel public à l'épargne par l'émission de titres participatifs et à revenu en dépôt (les «titres IPS») en décembre 2004 (le «placement de titres IPS»). Chaque titre IPS consiste en une action ordinaire de STI et un montant en capital de 3,847 \$ CA de billets subordonnés à 14 % de STA ULC. Le 21 décembre 2009, la société a racheté les billets subordonnés à 14 % restants, initialement émis à titre de composantes des titres IPS, dans le cadre de l'étape finale du processus de conversion de la structure de titres IPS à une structure d'actions ordinaires classique.

STI détient la totalité des actions ordinaires de catégorie A de Student Transportation of America Holdings, Inc. («STA Holdings»). La direction détient la totalité des actions ordinaires de catégorie B, série Trois (et, collectivement avec les actions ordinaires de catégorie B, série Deux antérieures, les «actions ordinaires de catégorie B») de STA Holdings par suite de l'attribution des actions en vertu du régime incitatif à base d'actions de STA Holdings. STI détenait une participation de 98,1 % dans STA Holdings au 31 mars 2016, par l'entremise des actions de catégorie A de STA Holdings qu'elle détient. La société détient également la totalité des actions en circulation de Parkview Transit Inc. («Parkview Transit»). STA Holdings, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive, Student Transportation of America, Inc. («STA, Inc.»), regroupée avec Parkview Transit, est le troisième plus grand fournisseur de services de transport scolaire par autobus en Amérique du Nord.

Le 13 juillet 2011, la société a déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la «SEC») une déclaration d'inscription sur formulaire 40-F et une demande d'inscription à la cote auprès de la NASDAQ-OMX, liées à la première inscription en Bourse aux États-Unis de ses actions ordinaires sur le NASDAQ Global Select Market.

Le 1^{er} septembre 2011, la NASDAQ-OMX a officiellement approuvé la demande d'inscription à la cote de la société, et, le 2 septembre 2011, la SEC a officiellement déclaré en vigueur la déclaration d'inscription de la société sur formulaire 40-F. Ainsi, la société est devenue un «émetteur privé étranger» aux termes des lois fédérales applicables sur les valeurs mobilières aux États-Unis. Le 6 septembre 2011, les actions ordinaires de la société ont commencé à se négocier sur le NASDAQ Global Select Market, sous le symbole STB. Les actions ordinaires et les débentures convertibles de la société sont toujours inscrites à la cote de la Bourse de Toronto.

Débentures convertibles

Le 21 juin 2010, STI a clôturé son placement de débentures convertibles subordonnées non garanties à 6,75 % libellées en \$ CA (les «débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA») échéant le 30 juin 2015 à un prix de 1 000 \$ CA la débenture, pour un produit total brut de 48,2 millions de dollars (50,0 millions de dollars canadiens) (voir la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement»). La société a remboursé les débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA restantes en date du 30 juin 2015, comme il est indiqué ci-après.

Le 7 juin 2011, la société a émis des débentures convertibles non garanties subordonnées à 6,25 % libellées en \$ US (les «débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US») échéant le 30 juin 2018 à un prix de 1 000 \$ US la débenture, pour un produit total brut de 60,0 millions de dollars.

Le 12 novembre 2013, la société a clôturé son placement de débentures convertibles non garanties subordonnées à 6,25 % libellées en \$ CA échéant le 30 juin 2019 (les «débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA») à un prix de 1 000 \$ CA la débenture, pour un produit total brut de 71,4 millions de dollars (75,0 millions de dollars canadiens).

Les débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA, qui ont été remboursées en date du 30 juin 2015, les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US et les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA, prises dans leur ensemble, sont appelées les «débentures convertibles». Au cours de l'exercice 2015, la société a converti 0,1 million de dollars canadiens de ses débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA en 18 342 actions ordinaires. Le reste des débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA ont été remboursées le 30 juin 2015 (voir la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement»). Le produit net de l'émission des débentures convertibles a été affecté au remboursement de la dette aux termes des facilités de crédit de premier rang, ce qui a procuré une capacité d'emprunt supplémentaire, et aux besoins généraux de la société.

Chaque débenture est convertible en actions ordinaires de la société au gré du porteur en tout temps avant la fermeture des bureaux le premier jour ouvrable précédant immédiatement la date d'échéance ou, si elle est appelée aux fins de rachat plus tôt, le jour ouvrable précédant immédiatement la date fixée du rachat, à un prix de conversion de 9,50 \$ US par action ordinaire (le «prix de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US»), ce qui équivaut à 105,2632 actions ordinaires pour chaque tranche de 1 000 \$ US de capital de débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US et à un prix de conversion de 9,05 \$ CA par action ordinaire (le «prix de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA»), ce qui équivaut à 110,4972 actions ordinaires pour chaque tranche de 1 000 \$ CA de capital de débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA.

Les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US n'étaient pas rachetables avant le 30 juin 2014. La société avait le droit, à son gré, de racheter les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US en totalité ou en partie, de temps à autre, après le 1^{er} juillet 2014, mais avant le 30 juin 2016, moyennant un préavis d'au moins 30 jours, à un prix de rachat correspondant à la valeur nominale, majoré de l'intérêt cumulé et non versé, à la condition que le cours moyen pondéré des actions ordinaires sur une Bourse reconnue, pendant les 20 jours consécutifs se terminant cinq jours

de Bourse avant la date à laquelle le préavis de rachat est donné, ait été d'au moins 125 % du prix de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US. Après le 30 juin 2016 et avant l'échéance, la société aura le droit, à son gré, de racheter les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US, en totalité ou en partie, de temps à autre, moyennant un préavis d'au moins 30 jours à un prix de rachat correspondant à la valeur nominale, majoré de l'intérêt cumulé et non versé.

Les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA ne sont pas rachetables avant le 30 juin 2017. La société aura le droit, à son gré, de racheter les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA en totalité ou en partie, de temps à autre, après le 30 juin 2017, mais avant le 30 juin 2018, moyennant un préavis d'au moins 30 jours, à un prix de rachat correspondant à la valeur nominale, majoré de l'intérêt cumulé et non versé, à la condition que le cours moyen pondéré des actions ordinaires sur une Bourse reconnue, pendant les 20 jours consécutifs se terminant cinq jours de Bourse avant la date à laquelle le préavis de rachat est donné, ait été d'au moins 125 % du prix de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA. Après le 30 juin 2018 et avant l'échéance, la société aura le droit, à son gré, de racheter les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA, en totalité ou en partie, de temps à autre, moyennant un préavis d'au moins 30 jours à un prix de rachat correspondant à la valeur nominale, majoré de l'intérêt cumulé et non versé.

La société peut à son gré, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation concernés, choisir de régler le solde du capital des débentures convertibles en émettant et en délivrant des actions ordinaires pour chaque tranche de 1 000 \$ US de capital des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US et pour chaque tranche de 1 000 \$ CA de capital des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA. Le nombre d'actions ordinaires à délivrer est obtenu en divisant chaque montant de capital des débentures convertibles par 95 % du cours actuel des actions ordinaires à la date fixée pour le rachat ou à la date d'échéance.

La société peut choisir, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation concernés, d'émettre et de délivrer des actions ordinaires de la société au fiduciaire désigné aux termes de l'acte de fiducie visant les débentures convertibles, pour qu'il les vende sur le marché libre afin d'acquitter l'obligation de la société au titre de l'intérêt sur les débentures convertibles à chaque date de paiement de l'intérêt. Les porteurs de débentures convertibles recevront un paiement en espèces visant à satisfaire à l'obligation d'intérêt égal à l'intérêt à verser par suite de la vente de ces actions ordinaires.

La société doit lancer, dans les 30 jours qui suivent un changement de contrôle (comme il est défini dans l'acte de fiducie visant les débentures convertibles), une offre d'achat visant l'ensemble des débentures convertibles alors en circulation à un prix d'achat correspondant à 101 % du capital des débentures convertibles, majoré de l'intérêt cumulé et non versé au titre de ces débentures.

Régime de réinvestissement des dividendes

En mai 2009, la société a établi un régime de réinvestissement des dividendes (le «régime») visant à permettre aux actionnaires admissibles de la société de réinvestir les dividendes versés sur leurs actions ordinaires afin d'acquérir des actions ordinaires additionnelles de la société. Les actions ordinaires émises en vertu du régime sont émises directement sur le capital autorisé de STI à un prix fondé sur la moyenne du cours de clôture des actions ordinaires pondérée en fonction du volume en dollars canadiens pendant les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date pertinente de versement des dividendes, moins un escompte de 3 %, et converti en dollars américains au taux de change quotidien à midi de la Banque du Canada de la dernière journée de Bourse de cette période de cinq jours. Au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016, la société a émis 894 233 actions ordinaires consistant en des dividendes hors trésorerie d'une valeur de 3,6 millions de dollars dans le cadre du régime. Le régime peut être modifié, suspendu ou révoqué en tout temps, mais cela n'aurait pas d'effet rétroactif portant atteinte aux intérêts des participants.

Régime incitatif à base d'actions – actions de catégorie B

Les actionnaires de la société ont approuvé la mise en place du RIA ainsi qu'une attribution initiale d'actions ordinaires de catégorie B aux termes du RIA par STA Holdings en décembre 2005. En novembre 2008 et en novembre 2012, les actionnaires ont également approuvé l'attribution d'actions ordinaires additionnelles aux termes du RIA. Historiquement, les actions ordinaires de catégorie B, série Deux étaient émises aux termes du RIA au cours de la période où la structure de titres IPS était en vigueur, des actions ordinaires de catégorie B, série Trois ayant été utilisées à l'égard des attributions aux termes du RIA depuis mars 2010, moment auquel la société a mis fin à la structure de titres IPS avec le rachat des billets subordonnés plus tôt au cours de l'exercice 2010. Les actions ordinaires de catégorie B sont comptabilisées à titre de passif au moment de leur émission, en raison de l'option de vente qu'elles comportent.

En mai 2015, la société a racheté le reste des actions ordinaires de catégorie B, série Deux en circulation, en procédant à leur échange contre des actions ordinaires de catégorie B, série Trois, selon la juste valeur marchande de chaque catégorie d'actions. Les porteurs des actions ordinaires de catégorie B, série Trois ont le droit de recevoir des dividendes, quand ils sont déclarés par le conseil d'administration de STA Holdings, qui équivalent aux dividendes reçus par les porteurs d'actions ordinaires de STI. Aux termes des dispositions au titre des liquidités du RIA, les porteurs d'actions ordinaires de catégorie B, série Trois auront l'option de «revendre» à la société jusqu'à concurrence de un tiers des actions attribuées chaque année, un an immédiatement suivant l'attribution.

Les droits liés aux actions ordinaires de catégorie B attribuées sont entièrement acquis à la date d'attribution. Ces actions sont classées à titre de passif dès leur émission, en raison de l'option de vente qu'elles contiennent, et réévaluées à la juste valeur à la fin de chaque période. Pour les neuf mois clos les 31 mars 2016 et 2015, la société a respectivement comptabilisé des charges de 1,7 million de dollars et des produits de 2,0 millions de dollars associés aux variations de la juste valeur des actions ordinaires de catégorie B, à titre de composantes du poste Autres charges (produits) des états des résultats consolidés. Pour les neuf mois clos les 31 mars 2016 et 2015, la société a comptabilisé des versements de dividendes de respectivement 0,6 million de dollars et 0,7 million de dollars, à titre de composantes du poste Autres charges (produits) des états des résultats consolidés.

Au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016, STA Holdings a attribué 1 022 258 actions ordinaires de catégorie B, série Trois aux termes du RIA. La société a comptabilisé une charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie de 4,0 millions de dollars relativement à ces attributions au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016. Dans le cadre de ces attributions, 417 238 actions ont été retenues au choix des participants afin de satisfaire aux retenues d'impôts. De plus, conformément aux dispositions au titre des liquidités du RIA, 61 431 actions ordinaires de catégorie B, série Trois d'une juste valeur de 0,3 million de dollars ont été revendues à la société au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016. Le nombre total d'actions ordinaires de catégorie B, série Trois en circulation au 31 mars 2016 était de 2 134 800. La juste valeur des actions ordinaires de catégorie B, série Trois en circulation au 31 mars 2016 représentait un passif de 11,1 millions de dollars, dont 8,3 millions de dollars sont comptabilisés dans les autres passifs à court terme, soit la valeur actuelle des actions admissibles à la revente au cours des douze prochains mois aux termes du RIA. Le solde est comptabilisé dans le passif au titre des actions ordinaires de catégorie B, série Trois.

Au cours des neuf mois clos le 31 mars 2015, STA Holdings a attribué 663 620 actions ordinaires de catégorie B, série Trois aux termes du RIA. La société a comptabilisé une charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie de 4,2 millions de dollars relativement à ces attributions au cours des neuf mois clos le 31 mars 2015. Dans le cadre de ces attributions, 236 241 actions ont été retenues au choix des participants afin de satisfaire aux retenues d'impôts. De plus, conformément aux dispositions au titre des liquidités du RIA, 271 483 actions ordinaires de catégorie B, série Trois d'une juste valeur de 1,7 million de dollars ont été revendues à la société au cours des neuf mois clos le 31 mars 2015. Le nombre total d'actions ordinaires de catégorie B, série Trois en circulation au

31 mars 2015 était de 1 561 738. La juste valeur des actions ordinaires de catégorie B, série Trois en circulation au 31 mars 2015 représentait un passif de 8,5 millions de dollars, dont 6,1 millions de dollars sont comptabilisés dans les autres passifs à court terme, soit la valeur actuelle des actions admissibles à la revente au cours des douze prochains mois aux termes du RIA. Le solde est comptabilisé dans le passif au titre des actions ordinaires de catégorie B, série Trois.

Actions ordinaires de STI

La société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 21 octobre 2015. En vertu de l'avis, la société a le droit d'acquérir un nombre maximum d'actions ordinaires équivalant à 8 403 185 actions ordinaires au cours de la période de douze mois commençant le 26 octobre 2015 et se terminant le 26 octobre 2016, sous réserve des exigences de facilité de crédit de premier rang de la société. Au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016, la société a racheté un nombre combiné total de 575 226 actions d'une valeur de 2,3 millions de dollars, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente et de l'offre renouvelée. Au cours des neuf mois clos le 31 mars 2015, la société a racheté 73 083 actions d'une valeur approximative de 0,4 million de dollars en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur au cours de cette période (voir les sections «Situation de trésorerie et sources de financement» et «Événements postérieurs à la date du bilan»).

Le 6 mars 2015, la société a émis 11 983 000 actions ordinaires aux termes d'une convention de prise ferme, pour un produit au comptant brut total de 69,1 millions de dollars (86,3 millions de dollars canadiens) (la «convention de prise ferme de 2015»). Le produit net de 66,7 millions de dollars (83,2 millions de dollars canadiens), déduction faite de la commission et des frais, a été utilisé pour racheter le capital restant de 40,1 millions de dollars des débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA, le solde étant affecté au remboursement d'emprunts aux termes de la facilité de crédit de premier rang de la société.

Le 8 mai 2015, le conseil d'administration de la société a approuvé le changement de devise du dividende mensuel, qui est passé du dollar canadien au dollar américain, à compter du 1^{er} juillet 2015, le premier dividende en dollars américains étant payable le 17 août 2015 aux actionnaires inscrits en date du 31 juillet 2015.

Résultats d'exploitation (en milliers de dollars, sauf les données par action)

Comme il est noté dans la mise en garde concernant les énoncés prospectifs présentés sous le titre «Énoncés prospectifs» du présent rapport de gestion, cette section contient des énoncés prospectifs, notamment en ce qui a trait au caractère saisonnier, aux prix du carburant, à la devise et aux possibilités de location de la société. Ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs, qui sont hors du contrôle de la direction, y compris les facteurs de risque figurant dans le rapport de gestion, qui peuvent faire en sorte que nos résultats diffèrent considérablement de ceux décrits ou prévus dans les énoncés prospectifs.

	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 mars		31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Produits d'exploitation	173 241 \$	156 314 \$	434 004 \$	402 297 \$
Coûts et charges				
Charges d'exploitation	127 775	118 935	334 772	314 429
Frais d'administration	16 954	14 090	46 125	41 217
Charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie	983	1 231	3 967	4 170
Frais d'acquisition	192	-	192	3
Charges d'amortissement des immobilisations corporelles et de dépréciation	14 345	14 268	33 727	33 454
Charges d'amortissement des actifs incorporels	782	797	2 360	2 431
Dépréciation des actifs pétroliers et gaziers	-	-	1 200	-
Total des charges d'exploitation	161 031	149 321	422 343	395 704
Bénéfice d'exploitation	12 210	6 993	11 661	6 593
Intérêts débiteurs	3 833	4 328	10 821	13 165
Perte (gain) de change	561	(482)	1 287	(378)
Perte latente liée aux contrats de change	-	1 528	-	1 970
(Gain) perte hors trésorerie lié(e) à l'option de conversion des débiteurs convertibles à 6,25 % libellées en \$ US	291	4	286	(219)
Autres charges (produits), montant net	1 351	(1 216)	(330)	(2 745)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et quote-part du résultat net d'un placement non consolidé	6 174	2 831	(403)	(5 200)
Quote-part du résultat net d'un placement non consolidé	(36)	25	(11)	25
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	2 369	963	(173)	(1 850)
Bénéfice net (perte nette)	3 769 \$	1 893 \$	(241) \$	(3 325) \$
Résultat net de base et dilué par action ordinaire	0,04 \$	0,02 \$	0,00 \$	(0,04) \$

Caractère saisonnier

Les activités de la société sont saisonnières et suivent le calendrier scolaire des écoles publiques et privées qu'elle dessert. Au cours des vacances scolaires estivales, les produits proviennent surtout des camps de vacances et des services de transport nolisés. Étant donné que les écoles sont fermées, la société tire peu de produits du transport scolaire par autobus. Ainsi, la société subit des pertes d'exploitation au cours du premier trimestre de l'exercice, lequel englobe les vacances scolaires estivales. L'amortissement des immobilisations corporelles s'effectue au cours des mois où les écoles sont ouvertes, soit habituellement de septembre à juin. La valeur de l'amortissement d'un exercice entier est constatée au cours de ces dix mois pour correspondre à l'utilisation des véhicules. En outre, à la même période, la société engage la majeure partie de ses dépenses en immobilisations de remplacement ainsi que les investissements liés aux nouvelles soumissions et à l'obtention de nouveaux contrats pour l'année scolaire à venir. Par le passé, ces achats ont été financés au moyen d'emprunts sur la facilité de crédit de premier rang de la société et de contrats de location-exploitation.

Tendances récentes des prix du carburant sur le marché

Les prix du carburant sur le marché ont baissé considérablement au cours des douze à dix-huit derniers mois en Amérique du Nord. En mars 2016, le prix du carburant était d'environ 37 \$ le baril, contre environ 50 \$ le baril en mars 2015 et approximativement 106 \$ le baril en juin 2014. En ce qui a trait au risque lié au prix du carburant dans le cadre des contrats avec les arrondissements scolaires, environ 60 % de ces contrats comprennent des dispositions prévoyant une certaine forme de protection contre les hausses de prix du carburant sur le marché, dont la moitié reflète l'achat pur et simple de carburant par les arrondissements scolaires clients; la société tentera de couvrir une tranche additionnelle de 20 % du total du risque lié au prix du carburant grâce à des contrats à prix fixe. La dernière tranche de 20 % du total du risque lié au prix du carburant est entièrement assujettie aux variations des prix sur le marché.

Dans le cours normal des affaires, la société est exposée à la variation du prix du carburant sur le marché à l'égard des contrats de transport scolaire. Environ 60 % des contrats productifs de transport scolaire de la société continuent de comporter des dispositions d'atténuation du risque à l'égard du prix du carburant prévoyant une certaine forme de protection contre les hausses de prix du carburant sur le marché, qui vont de l'achat pur et simple de carburant par les arrondissements scolaires au remboursement du carburant associé aux plafonnements des prix du carburant / tunnels sur les prix du carburant et aux hausses automatiques liées au prix du carburant. Par conséquent, bien que la société continue d'être exposée à un certain niveau de risque de prix dans le cadre de certaines de ces dispositions d'atténuation du risque à l'égard du prix du carburant lorsque les prix du carburant sur le marché augmentent, elle profite également, dans une certaine mesure, de la baisse des prix du carburant sur le marché.

En plus des dispositions d'atténuation du risque à l'égard du prix du carburant comprises dans les contrats productifs, au cours des dernières années, la société a tenté de couvrir environ 20 % de son risque lié au prix du carburant en concluant des contrats à prix fixe avec ses fournisseurs de carburant chaque année, la dernière tranche approximative de 20 % étant exposée au risque lié au prix du carburant et entièrement assujettie aux fluctuations des prix sur le marché. D'octobre à décembre 2014, alors que le prix du carburant s'établissait à environ 60 \$ le baril, la société a commencé à couvrir la tranche de 20 % de risque lié au prix du carburant pour l'exercice 2016. Ces contrats à prix fixe ont fait baisser le prix du diesel par gallon d'environ 21 % et le prix du propane par gallon d'environ 25 % par rapport à l'exercice 2015, pour la partie du carburant de la société qui était couverte. En août 2014, la société a conclu des contrats à prix fixe avec des fournisseurs de carburant afin de couvrir environ 20 % de son risque lié au prix du carburant pour l'exercice 2015. Les contrats à prix fixe pour l'exercice 2015 ont donc reflété les prix fixes d'août 2014, avant les baisses importantes des prix du carburant qui ont eu lieu en novembre 2014 et en décembre 2014. La société a tiré profit des baisses continues des prix du carburant sur le marché à l'égard de la dernière tranche de 20 % de risque lié au prix du carburant et entièrement assujettie aux fluctuations des prix sur le marché.

En ce qui concerne les contrats à prix fixe annuels visant environ 20 % du risque lié au prix du carburant que la société tente de couvrir annuellement, compte tenu de la chute des prix du carburant sur le marché jusqu'à ce jour (comme indiqué ci-dessus), la société a conclu des contrats à prix fixe pour l'exercice 2017. En août et en novembre 2015, la société a couvert environ 15 % du risque lié au prix du carburant pour l'exercice 2017.

Incidences de la conversion des monnaies étrangères sur la présentation de l'information financière

Les états financiers de la société sont présentés en dollars américains, parce que les principales activités et les flux de trésorerie de ses filiales sont libellés en dollars américains. Les

résultats de la société ont été touchés par le récent affaiblissement du dollar canadien dans le cadre de la conversion des activités canadiennes en dollars américains. Ces incidences défavorables ne concernent que la présentation des états financiers et ne touchent d'aucune façon les résultats d'exploitation en dollars canadiens de la société. Les résultats des activités canadiennes de la société (les produits et les charges) sont convertis en dollars américains au taux de change moyen de la période. Les taux de change du dollar canadien / dollar américain moyens pour les neuf mois clos les 31 mars 2016 et 2015 étaient de respectivement 1,3390 et 1,1549. Les produits pour les neuf mois clos le 31 mars 2016 ont reculé d'environ 6,6 millions de dollars par rapport aux neuf mois clos le 31 mars 2015, et la perte d'exploitation s'est accrue de 0,1 million de dollars pour les neuf mois clos le 31 mars 2016 par rapport aux neuf mois clos le 31 mars 2015, compte tenu de la variation du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Activités de gestion et de location de la flotte de véhicules

Par le passé, les services de transport scolaire de la société comprenaient des contrats de services de gestion. Ces services de transport sont structurés comme des contrats de services de gestion en vertu desquels la société gère le transport d'un arrondissement scolaire, alors que ce dernier continue d'être propriétaire de la flotte d'autobus scolaires. De plus, depuis l'exercice 2007, la société finance une partie de ses véhicules scolaires de croissance et de remplacement au moyen de contrats de location-exploitation. Ces contrats de services de gestion et de location de véhicules nécessitent un investissement initial moins élevé (puisque l'arrondissement scolaire demeure propriétaire de la flotte de véhicules gérés et que le locateur demeure propriétaire de la flotte de véhicules loués) et, par conséquent, entraînent une charge d'amortissement des immobilisations corporelles annuelle moins élevée sur une base continue. Bien que l'actuelle location de véhicules constitue une solution de rechange intéressante à l'achat de véhicules en raison du faible coût de financement, dans les faits, elle accélère la comptabilisation des charges, car les paiements de location sont passés en charges sur la durée de location de six ans à une valeur résiduelle située entre 25 % et 30 %, comparativement aux véhicules achetés, qui seraient amortis sur une période de neuf à onze ans. Cette accélération de la comptabilisation des charges sur la durée de location de six ans donne lieu à une valeur d'option qui avantage la société à l'achat éventuel de véhicules à la valeur résiduelle à la fin de la durée de la location ou à la vente de tels véhicules à la fin de la durée de la location. À l'heure actuelle, les autobus gérés et loués représentent respectivement environ 30 % et 5 % de la flotte de la société. La société a l'intention d'examiner les diverses possibilités au moyen de contrats de location sur une base annuelle d'après une analyse de rentabilité.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2015, la société a conclu de nouveaux contrats de location-exploitation avec sept grandes institutions financières visant la location d'environ 38,7 millions de dollars de véhicules scolaires de remplacement et 38,3 millions de dollars de véhicules scolaires de croissance pour l'année scolaire 2014-2015. La durée de ces contrats est de six ans à un taux fixe effectif oscillant entre 2,7 % et 4,4 %. Les paiements annuels sur ces contrats de location supplémentaires seront d'environ 11,2 millions de dollars pour la durée des contrats.

Au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016, la société a conclu de nouveaux contrats de location-exploitation avec dix grandes institutions financières visant la location d'environ 57,5 millions de dollars de véhicules de remplacement et 14,7 millions de dollars de véhicules de croissance pour l'année scolaire 2015-2016. La durée de ces contrats est de six ans à un taux fixe effectif variant de 2,6 % à 4,2 %. Les paiements annuels sur ces contrats de location supplémentaires seront d'environ 10,2 millions de dollars par année pour la durée des contrats.

Propriétés pétrolières et gazières

En janvier 2008, la société a conclu l'acquisition (l'«acquisition de Canadex») de toutes les actions en circulation de Canadex Resources Limited («Canadex»). Canadex était une société de transport et d'énergie composée de deux secteurs d'activité distincts. Le secteur du transport

représentait les activités de transport par autobus en Ontario, alors que le secteur de l'énergie détenait des participations hors exploitation dans des placements pétroliers et gaziers aux États-Unis. La participation dans des propriétés pétrolières et gazières est détenue par l'entremise de Canadex Resources Inc. («CRI»), filiale en propriété exclusive de Canadex. CRI investit à titre de non-exploitant dans des propriétés d'exploration et de production en amont de pétrole brut, de gaz naturel et de condensat. Elle détient des participations de second rang dans environ 500 puits aux États-Unis, principalement au Texas et en Oklahoma, et quelques-uns situés en Louisiane et au Kansas. Environ 70 % de ces puits produisent du gaz naturel. Les participations de CRI qui sont détenues en copropriété avec d'autres exploitants lui offrent la souplesse nécessaire pour tirer parti de diverses occasions en matière d'exploration et de mise en valeur. Les états financiers reflètent la quote-part de la société dans les activités pétrolières et gazières à titre de non-exploitant. Canadex, par suite d'une série de fusions postérieures à l'acquisition de Canadex, a été renommée Parkview Transit Inc., laquelle est une filiale directe de la société.

Les produits d'exploitation tirés des propriétés pétrolières et gazières de la société, sur une base annuelle, représentent environ 0,5 % des produits d'exploitation consolidés de la société. La récente chute des prix du carburant sur le marché, mentionnée ci-dessus, a eu une incidence sur les résultats d'exploitation de CRI et a exercé une pression à la baisse sur les estimations des réserves des puits de pétrole et de gaz de CRI. Au moins trimestriellement, ou en présence de signes de dépréciation, la société procède à un test de dépréciation pour l'ensemble de ses actifs pétroliers et gaziers (le «plafonnement du coût entier»). En vertu des PCGR des États-Unis, le plafonnement du coût entier requiert que la société utilise les flux de trésorerie actualisés après incidence fiscale selon une technique d'actualisation. L'hypothèse des prix à utiliser dans le cadre de chaque calcul du plafonnement du coût entier est définie comme étant la moyenne des prix réalisés sur douze mois de la fin de la période de trois mois écoulée. Puisque les prix du pétrole et du gaz naturel ont tous deux poursuivi leur baisse au cours des douze à dix-huit derniers mois (ce qui constitue un signe de dépréciation), le calcul du plafonnement du coût entier de la société a donné lieu à la comptabilisation d'une charge hors trésorerie de 1,2 million de dollars au titre de la dépréciation au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016. Toute variation ultérieure du montant des flux de trésorerie actualisés estimatifs ou des hypothèses de prix utilisés aux fins du calcul du plafonnement du coût entier pourrait entraîner la comptabilisation de charges additionnelles au titre de la dépréciation dans le futur.

Trois mois clos le 31 mars 2016 comparativement aux trois mois clos le 31 mars 2015

L'activité principale de la société est le transport scolaire par autobus. Par suite de l'acquisition de Canadex, la société compte deux secteurs isolables : le secteur du transport scolaire par autobus et le secteur pétrolier et gazier. Les produits d'exploitation tirés du secteur pétrolier et gazier représentent environ 0,5 % des produits d'exploitation annuels de la société.

Les résultats consolidés pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 comprennent des produits d'exploitation tirés des propriétés pétrolières et gazières de 0,3 million de dollars, des charges d'exploitation connexes de 0,4 million de dollars et une charge de déplétion de 0,3 million de dollars. Les résultats consolidés pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 comprennent des produits d'exploitation tirés des propriétés pétrolières et gazières de 0,3 million de dollars, des charges d'exploitation connexes de 0,3 million de dollars et une charge de déplétion de 0,3 million de dollars. La réduction des produits d'exploitation pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 comparativement au troisième trimestre de 2015 est attribuable à la baisse des prix et de la production, qui est surtout liée à la récente chute des prix du carburant sur le marché.

Le reste de l'analyse des résultats d'exploitation de la société jusqu'à la rubrique «Bénéfice d'exploitation» a trait à l'activité principale du secteur du transport scolaire par autobus de la société. L'analyse des éléments après la rubrique «Bénéfice d'exploitation» reflète les résultats consolidés de la société, ces éléments n'étant pas répartis entre les deux secteurs d'exploitation.

Produits d'exploitation : Les produits provenant du transport scolaire par autobus pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 se sont établis à 173,0 millions de dollars comparativement à 156,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, représentant une augmentation de 17,0 millions de dollars, ou de 10,9 %. Les produits d'exploitation pour le troisième trimestre de 2016 ont diminué d'environ 1,9 million de dollars en raison de la variation des taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain entre le troisième trimestre de l'exercice 2015 et le troisième trimestre de l'exercice 2016 relativement à la conversion des activités canadiennes de la société en dollars américains. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, la société a démarré des activités dans le cadre de onze contrats obtenus à la suite d'appels d'offres (trois étant liés à des emplacements existants) et a conclu l'acquisition de deux sociétés de services de consultation et de gestion dans le secteur du transport au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016. La société n'a pas renouvelé quatre contrats pour l'exercice 2016.

Les nouveaux contrats obtenus à la suite d'appels d'offres pour l'exercice 2016 et les deux acquisitions conclues au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 ont représenté 12,6 millions de dollars de la croissance des nouvelles activités au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, laquelle a été partiellement contrebalancée par une réduction des produits d'exploitation de 0,7 million de dollars découlant du non-renouvellement de quatre contrats. La tranche restante de 7,0 millions de dollars de l'augmentation des produits d'exploitation s'explique principalement par des exigences additionnelles en matière de service pour les contrats existants et par les hausses des tarifs liés aux contrats.

Charges d'exploitation : Les charges d'exploitation liées au transport scolaire par autobus pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 se sont établies à 127,4 millions de dollars comparativement à 118,6 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, représentant une augmentation de 8,8 millions de dollars, ou de 7,4 %. Les nouveaux contrats obtenus à la suite d'appels d'offres pour l'exercice 2016 et les deux acquisitions conclues au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 ont représenté 7,2 millions de dollars de l'augmentation totale des charges d'exploitation, contrebalancée en partie par une diminution de 0,6 million de dollars découlant du non-renouvellement de quatre contrats. L'augmentation résiduelle de 2,2 millions de dollars des charges d'exploitation, compte non tenu des nouvelles activités et des contrats non renouvelés pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, est principalement attribuable à la hausse des salaires et traitements, des coûts d'exploitation et des primes d'assurance, contrebalancée en partie par une diminution de la charge de carburant. Les salaires et traitements, compte non tenu des nouvelles activités pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, se sont accrus de 3,1 millions de dollars, principalement en raison de la hausse des salaires des chauffeurs, des employés d'entretien et des employés de sécurité. Exprimés en pourcentage des produits d'exploitation, les salaires des chauffeurs ont augmenté, pour atteindre 34,5 % au troisième trimestre de l'exercice 2016 par rapport à 34,1 % au troisième trimestre de l'exercice 2015. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, les salaires des employés d'entretien ont augmenté, passant de 3,6 % à 3,7 %, et les salaires des employés de sécurité se sont accrus, passant de 0,7 % à 0,9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2015. Les charges d'exploitation, compte non tenu des nouvelles activités pour le troisième trimestre de 2016, se sont accrues de 1,6 million de dollars, principalement en raison des frais de location de véhicules sur un exercice additionnel. Les primes d'assurance, compte non tenu des nouvelles activités pour le troisième trimestre de 2016, ont augmenté de 0,4 million de dollars, surtout en raison des résultats défavorables au chapitre des réclamations liées à l'assurance responsabilité civile. Exprimées en pourcentage des produits d'exploitation, les primes d'assurance ont grimpé pour s'établir à 3,5 % au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 par rapport à 3,4 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. La charge de carburant, compte non tenu des nouvelles activités pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, a diminué de 2,9 millions de dollars, principalement en raison des prix moins élevés sur le marché. Exprimée en pourcentage des produits d'exploitation, la charge de carburant a diminué, pour atteindre 5,4 % au troisième trimestre de l'exercice 2016 par rapport à 7,4 % au troisième trimestre de l'exercice 2015.

Frais d'administration : Les frais d'administration liés au transport scolaire par autobus pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 se sont établis à 16,9 millions de dollars comparativement à 14,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015, une augmentation de 2,9 millions de dollars, ou de 20,7 %. Exprimé en pourcentage des produits d'exploitation, le total des frais d'administration a augmenté, pour atteindre 9,8 % au troisième trimestre de l'exercice 2016 par rapport à 9,0 % au troisième trimestre de l'exercice 2015. L'augmentation des frais d'administration s'explique surtout par les contrats obtenus à la suite d'appels d'offres conclus au cours des trois premiers mois de l'exercice 2016, par les deux acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 ainsi que par la hausse de la rémunération du personnel administratif.

Rémunération à base d'actions hors trésorerie : La charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie liée au transport scolaire par autobus pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 s'est établie à 1,0 million de dollars. La charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie est liée à l'émission de 308 919 actions ordinaires de catégorie B, série Trois de STA Holdings au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016. La charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 s'était établie à 1,2 million de dollars. La charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie était liée à l'émission de 200 518 actions ordinaires de catégorie B, série Trois de STA Holdings au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015.

Frais d'acquisition : Les frais d'acquisition pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 liés à l'acquisition des deux sociétés de services de consultation et de gestion se sont établis à 0,2 million de dollars. La société n'a pas engagé de frais d'acquisition pour le transport scolaire par autobus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2015, étant donné qu'aucune acquisition n'a été conclue. Les frais d'acquisition au titre des coûts de transaction associés aux acquisitions sont passés en charges au moment où ils sont engagés, conformément aux PCGR des États-Unis.

Charge d'amortissement des immobilisations corporelles : La charge d'amortissement des immobilisations corporelles pour le transport scolaire par autobus au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 s'est élevée à 14,1 millions de dollars comparativement à 14,0 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. Exprimée en pourcentage des produits d'exploitation, la charge d'amortissement des immobilisations corporelles a diminué, pour atteindre 8,1 % au troisième trimestre de l'exercice 2016 par rapport à 8,9 % au troisième trimestre de l'exercice 2015.

Charge d'amortissement des actifs incorporels : La charge d'amortissement des actifs incorporels pour le transport scolaire par autobus s'est élevée à 0,8 million de dollars tant pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 que pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. Exprimée en pourcentage des produits d'exploitation, la charge d'amortissement des actifs incorporels s'est maintenue à 0,5 % au troisième trimestre de l'exercice 2016 comme au troisième trimestre de l'exercice 2015.

Bénéfice d'exploitation : Pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, le bénéfice d'exploitation pour le transport par autobus scolaire s'est établi à 12,6 millions de dollars comparativement à 7,3 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. La hausse du bénéfice d'exploitation de 5,3 millions de dollars découle des éléments d'exploitation analysés plus haut et reflète l'incidence défavorable nette de 0,3 million de dollars de la variation des taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain entre le troisième trimestre de l'exercice 2015 et le troisième trimestre de l'exercice 2016, en raison de la conversion des résultats des activités canadiennes de la société en dollars américains.

Intérêts débiteurs : Les intérêts débiteurs pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 ont été de 3,8 millions de dollars comparativement à 4,3 millions de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. La diminution des intérêts débiteurs de 0,5 million de dollars est attribuable tant à la

baisse de l'encours de la dette moyenne qu'à celle du taux d'intérêt moyen pondéré pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2015.

Perte (gain) de change : Les pertes de change ont totalisé 0,5 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, alors que les gains de change s'élevaient à 0,5 million de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2015. L'augmentation des pertes de change de 1,0 million de dollars découle principalement des pertes réalisées à la conversion en dollars américains des dividendes de la société au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016.

Perte latente liée aux contrats de change : La société a liquidé les contrats de change qui étaient en cours au quatrième trimestre de l'exercice 2015 suivant la conversion de ses dividendes en dollars américains. La perte latente liée aux contrats de change s'est établie à 1,5 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015.

Perte hors trésorerie sur l'option de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US : La perte hors trésorerie sur l'option de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US a été de 0,3 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 en comparaison d'une perte hors trésorerie de quatre mille dollars au troisième trimestre de l'exercice 2015. La diminution de la perte hors trésorerie de 0,3 million de dollars est liée à la variation de la juste valeur de l'option de conversion incorporée se rapportant à l'émission par STI des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US. L'option de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US de STI prévoit que les débentures libellées en \$ US peuvent être converties, à un prix d'exercice en dollars américains, en actions ordinaires de l'émetteur, une entité dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien. Par conséquent, l'option de conversion représente un dérivé incorporé qui doit être séparé et comptabilisé distinctement. L'option de conversion incorporée est comptabilisée à la juste valeur dans les autres passifs à la clôture de chaque période, et les variations de la juste valeur sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Autres charges (produits), montant net : Les autres charges ont totalisé 1,3 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 en regard des produits de 1,2 million de dollars pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. La diminution des autres produits de 2,5 millions de dollars est principalement attribuable à une diminution de 5,0 millions de dollars liée à la variation de la juste valeur des actions ordinaires de catégorie B, compensée en partie par une augmentation du gain à la vente de 1,1 million de dollars et une hausse des gains latents à la conversion de devises de 1,2 million de dollars au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015.

Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et quote-part du résultat net d'un placement non consolidé : Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et quote-part du résultat net d'un placement non consolidé s'est établi à 6,2 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2016, comparativement à 2,8 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2015. L'augmentation du bénéfice de 3,4 millions de dollars découle principalement d'une augmentation du bénéfice d'exploitation lié aux activités du secteur du transport scolaire par autobus de 5,3 millions de dollars, d'une diminution des pertes latentes liées aux contrats de change de 1,5 million de dollars et d'une baisse des intérêts débiteurs de 0,5 million de dollars, contrebalancées en partie par une baisse des autres produits de 2,5 millions de dollars, une augmentation de la perte de change de 1,0 million de dollars, une augmentation de la perte hors trésorerie liée à l'option de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US de 0,3 million de dollars et une augmentation de la perte d'exploitation des propriétés pétrolières et gazières de la société de 0,1 million de dollars.

Quote-part du résultat net d'un placement non consolidé : La quote-part du résultat net d'un placement non consolidé de trente-six mille dollars représente la quote-part de la société du bénéfice d'une société de services de consultation et de gestion dans le secteur du transport, soit un placement que la société a réalisé au troisième trimestre de l'exercice 2015 (voir la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement – Acquisitions et participations»). La société a acquis la

participation restante dans la société de services de consultation et de gestion dans le secteur du transport au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016.

Bénéfice net : Le bénéfice net de la société pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 a totalisé 3,8 millions de dollars et comprenait une charge d'impôts sur les bénéfices de 2,4 millions de dollars. Le bénéfice net pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 s'élevait à 1,9 million de dollars et comprenait une charge d'impôts sur les bénéfices de 1,0 million de dollars. Les taux d'imposition effectifs ont été de 38,6 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2016 et de 33,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2015. La hausse du taux d'imposition effectif par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à la combinaison des taux d'imposition canadien et américain prévus par la loi et à la répartition du bénéfice avant impôts sur les bénéfices de la société découlant des activités d'exploitation dans chaque pays. Le résultat net de base et dilué par action ordinaire a été de 0,04 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, contre 0,02 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2015.

Neuf mois clos le 31 mars 2016 comparativement aux neuf mois clos le 31 mars 2015

L'activité principale de la société est le transport scolaire par autobus. Par suite de l'acquisition de Canadex, la société compte deux secteurs isolables : le secteur du transport scolaire par autobus et le secteur pétrolier et gazier. Les produits d'exploitation tirés du secteur pétrolier et gazier représentent environ 0,5 % des produits d'exploitation annuels de la société.

Les résultats consolidés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 comprenaient des produits d'exploitation tirés des propriétés pétrolières et gazières de 1,1 million de dollars, des charges d'exploitation connexes de 1,2 million de dollars, des frais d'administration de 0,1 million de dollars, une charge de déplétion de 0,9 million de dollars et une charge de dépréciation hors trésorerie de 1,2 million de dollars découlant de la baisse soutenue des prix du carburant sur le marché. Les résultats consolidés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 comprennent des produits d'exploitation tirés des propriétés pétrolières et gazières de 2,4 millions de dollars, des charges d'exploitation connexes de 1,7 million de dollars, des frais d'administration de 0,2 million de dollars et une charge de déplétion de 0,8 million de dollars. La réduction des produits d'exploitation pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2015 est attribuable à la baisse des prix et de la production, qui est surtout liée à la récente chute des prix du carburant sur le marché.

Le reste de l'analyse des résultats d'exploitation de la société jusqu'à la rubrique «Bénéfice d'exploitation» a trait à l'activité principale du secteur du transport scolaire par autobus de la société. L'analyse des éléments après la rubrique «Bénéfice d'exploitation» reflète les résultats consolidés de la société, ces éléments n'étant pas répartis entre les deux secteurs d'exploitation.

Produits d'exploitation : Les produits provenant du transport scolaire par autobus pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 se sont établis à 432,9 millions de dollars comparativement à 399,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, ce qui représente une augmentation de 33,0 millions de dollars, ou de 8,3 %. Les produits d'exploitation pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 ont diminué d'environ 6,6 millions de dollars en raison de la variation des taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain entre les neuf premiers mois de l'exercice 2016 et les neuf premiers mois de l'exercice 2015 relativement à la conversion des activités canadiennes de la société en dollars américains. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016, la société a démarré les activités pour onze nouveaux contrats obtenus à la suite d'appels d'offres (trois étant liés à des emplacements existants), a réalisé deux acquisitions au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 et a poursuivi les activités associées à un autre contrat obtenu à la suite d'un appel d'offres qui avaient été amorcées dans le troisième trimestre de l'exercice 2015. Quatre contrats n'ont pas été renouvelés par la société pour l'exercice 2016.

Les nouveaux contrats obtenus à la suite d'appels d'offres pour l'exercice 2016, les deux acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre de 2016 et le contrat mis en œuvre à compter du troisième trimestre de l'exercice 2015 ont compté pour 30,7 millions de dollars de la croissance des nouvelles activités au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016, laquelle a été partiellement contrebalancée par une réduction des produits d'exploitation de 1,7 million de dollars découlant du non-renouvellement de quatre contrats. La tranche restante de 10,6 millions de dollars de l'augmentation des produits d'exploitation s'explique principalement par des exigences additionnelles en matière de service pour les contrats existants et par les hausses des tarifs liés aux contrats.

Charges d'exploitation : Les charges d'exploitation liées au transport scolaire par autobus pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 se sont établies à 333,5 millions de dollars comparativement à 312,7 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, représentant une augmentation de 20,8 millions de dollars, ou de 6,7 %. Les nouveaux contrats obtenus à la suite d'appels d'offres pour l'exercice 2016 ainsi que les deux acquisitions conclues au troisième trimestre de l'exercice 2016 ont représenté 20,1 millions de dollars de l'augmentation totale des charges d'exploitation, contrebalancée en partie par une diminution de 1,6 million de dollars découlant du non-renouvellement de quatre contrats. L'augmentation résiduelle de 2,3 millions de dollars des charges d'exploitation, compte non tenu des nouvelles activités et des contrats non renouvelés pour le troisième trimestre de l'exercice 2016, est principalement attribuable à la hausse des salaires et traitements, des coûts d'exploitation, des primes d'assurance et des avantages sociaux, contrebalancée en partie par une baisse du coût du carburant et des coûts d'entretien. Les salaires et traitements, compte non tenu des nouvelles activités pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, se sont accrus de 4,1 millions de dollars principalement en raison de la hausse des salaires des chauffeurs, des salaires des employés d'entretien et des salaires des employés de sécurité. Exprimés en pourcentage des produits d'exploitation, les salaires des chauffeurs ont augmenté, pour atteindre 35,3 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016 par rapport à 35,1 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015. Exprimés en pourcentage des produits d'exploitation, les salaires des employés d'entretien et des employés de sécurité ont augmenté, pour passer respectivement de 4,1 % et de 0,9 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 à 4,3 % et 1,0 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Les charges d'exploitation, compte non tenu des nouvelles activités pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, se sont accrues de 4,2 millions de dollars, principalement en raison des frais de location de véhicules sur un exercice additionnel. Les primes d'assurance, compte non tenu des nouvelles activités pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, ont augmenté de 2,6 millions de dollars, surtout en raison des résultats défavorables au chapitre des réclamations liées à l'assurance responsabilité civile. Exprimées en pourcentage des produits d'exploitation, les primes d'assurance ont augmenté, pour passer de 3,5 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 à 4,1 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016. Les avantages sociaux, compte non tenu des nouvelles activités et du non-renouvellement des contrats pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, ont progressé de 1,1 million de dollars, du fait surtout des résultats défavorables au chapitre des réclamations liées aux accidents de travail et d'une hausse des coûts d'assurance maladie. Le pourcentage des produits d'exploitation que représentent les avantages sociaux a augmenté, pour atteindre 9,8 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016 par rapport à 9,6 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015. Les charges d'entretien, compte non tenu des nouvelles activités et du non-renouvellement des contrats pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, ont diminué de 1,6 million de dollars, par suite surtout d'une baisse nette du coût des pièces de rechange et des pneus. Exprimées en pourcentage des produits d'exploitation, les charges d'entretien ont diminué, pour atteindre 4,6 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016 par rapport à 5,1 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. La charge de carburant, compte non tenu des nouvelles activités pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, a diminué de 8,1 millions de dollars, principalement en raison des prix moins élevés sur le marché. Exprimée en pourcentage des produits d'exploitation, la charge de carburant a diminué, pour atteindre 5,4 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016 par rapport à 7,5 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Frais d'administration : Les frais d'administration liés au transport scolaire par autobus pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 se sont établis à 46,0 millions de dollars comparativement à 41,0 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015, ce qui représente une augmentation de 5,0 millions de dollars, ou de 12,2 %. Exprimé en pourcentage des produits d'exploitation, le total des frais d'administration a augmenté, pour atteindre 10,6 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 par rapport à 10,3 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. L'augmentation des frais d'administration s'explique surtout par les contrats obtenus à la suite d'appels d'offres conclus au cours des trois premiers mois de l'exercice 2016, par les deux acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016 ainsi que par la hausse de la rémunération du personnel administratif.

Rémunération à base d'actions hors trésorerie : La charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie liée au transport scolaire par autobus pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 s'est établie à 4,0 millions de dollars. La charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie est liée à l'émission de 1 022 258 actions ordinaires de catégorie B, série Trois de STA Holdings au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016. La charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 s'était établie à 4,2 millions de dollars. La charge de rémunération à base d'actions hors trésorerie était liée à l'émission de 663 620 actions ordinaires de catégorie B, série Trois de STA Holdings au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Frais d'acquisition : Les frais d'acquisition pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 liés à l'acquisition des deux sociétés de services de consultation et de gestion dans le secteur du transport se sont établis à 0,2 million de dollars. Les frais d'acquisition au titre des coûts de transaction associés aux acquisitions sont passés en charges au moment où ils sont engagés, conformément aux PCGR des États-Unis.

Charge d'amortissement des immobilisations corporelles : La charge d'amortissement des immobilisations corporelles pour le transport scolaire par autobus au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016 s'est élevée à 32,8 millions de dollars comparativement à 32,6 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. Exprimée en pourcentage des produits d'exploitation, la charge d'amortissement des immobilisations corporelles a diminué, pour atteindre 7,6 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016 par rapport à 8,1 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Charge d'amortissement des actifs incorporels : Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 et de l'exercice 2015, la charge d'amortissement des actifs incorporels pour le transport scolaire par autobus s'est établie à 2,4 millions de dollars. Exprimée en pourcentage des produits d'exploitation, la charge d'amortissement des actifs incorporels a diminué, pour atteindre 0,5 % au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016 par rapport à 0,6 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Bénéfice d'exploitation : Le bénéfice d'exploitation pour le transport scolaire par autobus s'est fixé à 14,1 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, contre 6,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. La hausse du bénéfice d'exploitation de 7,2 millions de dollars découle des éléments d'exploitation analysés plus haut et reflète l'incidence défavorable nette de 0,1 million de dollars de la variation des taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain entre les neuf premiers mois de l'exercice 2015 et les neuf premiers mois de l'exercice 2016, suivant la conversion des résultats des activités canadiennes de la société en dollars américains.

Intérêts débiteurs : Les intérêts débiteurs pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 ont été de 10,8 millions de dollars comparativement à 13,2 millions de dollars pour les neuf premiers

mois de l'exercice 2015. La diminution des intérêts débiteurs de 2,4 millions de dollars est attribuable tant à la baisse de l'encours de la dette moyenne qu'à celle du taux d'intérêt moyen pondéré pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Gain (perte) de change : La perte de change a totalisé 1,3 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, comparativement à un gain de change de 0,4 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. L'augmentation de la perte de change de 1,7 million de dollars découle principalement des pertes réalisées à la conversion en dollars américains des dividendes de la société au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016.

Perte latente liée aux contrats de change : La société a liquidé les contrats de change qui étaient en cours au quatrième trimestre de l'exercice 2015 suivant la conversion de ses dividendes en dollars américains. La perte latente liée aux contrats de change s'est établie à 1,9 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Perte (gain) hors trésorerie sur l'option de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US : La perte hors trésorerie sur l'option de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US a été de 0,3 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 en comparaison d'un gain hors trésorerie de 0,2 million de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2015. L'augmentation de la perte hors trésorerie de 0,5 million de dollars est liée à la variation de la juste valeur de l'option de conversion incorporée se rapportant à l'émission par STI des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US. L'option de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US de STI prévoit que les débentures libellées en \$ US peuvent être converties, à un prix d'exercice en dollars américains, en actions ordinaires de l'émetteur, une entité dont la monnaie fonctionnelle est le dollar canadien. Par conséquent, l'option de conversion représente un dérivé incorporé qui doit être séparé et comptabilisé distinctement. L'option de conversion incorporée est comptabilisée à la juste valeur dans les autres passifs à la clôture de chaque période, et les variations de la juste valeur sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Autres produits, montant net : Les autres produits ont totalisé 0,3 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 en regard d'autres produits de 2,7 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. La diminution des autres produits de 2,4 millions de dollars est principalement attribuable à une diminution de 3,8 millions de dollars liée à la variation de la juste valeur des actions ordinaires de catégorie B, compensée en partie par une augmentation du gain à la vente d'actifs de 0,8 million de dollars combinée à la hausse des gains latents à la conversion de devises au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016 par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et quote-part du résultat net d'un placement non consolidé : La perte avant impôts sur les bénéfices et quote-part du résultat net d'un placement non consolidé s'est établie à 0,4 million de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016, comparativement à 5,2 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. La diminution de la perte de 4,8 millions de dollars découle principalement d'une augmentation du bénéfice d'exploitation lié aux activités du secteur du transport scolaire par autobus de 7,2 millions de dollars, d'une baisse des intérêts débiteurs de 2,4 millions de dollars et d'une diminution des pertes latentes liées aux contrats de change de 1,9 million de dollars, contrebalancées en partie par une augmentation de la perte d'exploitation des propriétés pétrolières et gazières de la société de 2,1 millions de dollars, une diminution des autres produits de 2,4 millions de dollars, une augmentation de la perte de change de 1,7 million de dollars et une diminution du gain hors trésorerie lié à l'option de conversion des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US de 0,5 million de dollars.

Quote-part du résultat net d'un placement non consolidé : La quote-part du résultat net d'un placement non consolidé de onze mille dollars représente la quote-part de la société des pertes d'une

société de services de consultation et de gestion dans le secteur du transport (avant l'acquisition de la tranche restante), soit un placement que la société a réalisé au troisième trimestre de l'exercice 2015 (voir la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement – Acquisitions et participations»). La société a acquis la participation restante dans la société de services de consultation et de gestion dans le secteur du transport au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016.

Perte nette : La perte nette de la société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 a totalisé 0,2 million de dollars et comprenait une économie d'impôts sur les bénéfices de 0,2 million de dollars. La perte nette pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015 s'était élevée à 3,3 millions de dollars et comprenait une économie d'impôts sur les bénéfices de 1,9 million de dollars. Les taux d'imposition effectifs ont été de 41,8 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 et de 35,7 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015. La hausse du taux d'imposition effectif par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à la combinaison des taux d'imposition canadien et américain prévus par la loi et à la répartition de la perte avant impôts sur les bénéfices de la société découlant des activités d'exploitation dans chaque pays. La perte nette de base et diluée par action ordinaire a été de 0,00 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2016 contre une perte nette de 0,04 \$ par action ordinaire pour les neuf premiers mois de l'exercice 2015.

Situation de trésorerie et sources de financement

Comme il est noté dans la mise en garde concernant les énoncés prospectifs présentés sous le titre «Énoncés prospectifs» du présent rapport de gestion, cette section contient des énoncés prospectifs, notamment en ce qui a trait à la capacité de la société de renouveler ou de refinancer ses diverses facilités de crédit lorsqu'elles viennent à échéance. Ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs, qui sont hors du contrôle de la direction, y compris les facteurs de risque figurant dans le rapport de gestion, qui peuvent faire en sorte que nos résultats diffèrent considérablement de ceux décrits ou prévus dans les énoncés prospectifs.

Généralités

Les produits provenant du transport par autobus scolaire ont toujours été saisonniers, en raison du calendrier scolaire et des vacances. Au cours des vacances scolaires estivales, les produits proviennent surtout des camps de vacances et des services de transport nolisés. Étant donné que les écoles sont fermées, la société ne tire pas de produits du transport par autobus scolaire pendant cette période. La société a toujours présenté des flux de trésorerie négatifs au cours du premier trimestre de l'exercice, compte tenu du caractère saisonnier des services de transport par autobus scolaire pendant les vacances estivales scolaires, et du fait qu'à la même période, elle engage la majeure partie de ses dépenses en immobilisations de remplacement et de ses dépenses d'investissement liées aux nouvelles soumissions et à l'obtention de contrats pour l'année scolaire à venir. Par le passé, les dépenses en immobilisations de remplacement ont été financées au moyen d'emprunts sur la facilité de crédit de premier rang de la société et de contrats de location-exploitation. Les dépenses d'investissement à l'égard des nouvelles soumissions et de l'obtention de contrats ont toujours été financées au moyen du produit d'émissions de titres d'emprunt et de participation ainsi qu'au moyen de contrats de location-exploitation et des flux de trésorerie d'exploitation. Comme la société subit des pertes d'exploitation au cours du premier trimestre de l'exercice, les distributions sont financées à même les flux de trésorerie autres que d'exploitation pour le premier trimestre de l'exercice. Les trimestres ultérieurs de l'exercice génèrent habituellement des flux de trésorerie excédentaires, puisque les écoles sont ouvertes et que la majorité des dépenses en immobilisations de remplacement et des dépenses d'investissement sont effectuées au cours du premier trimestre. En raison de ce caractère saisonnier, la société calcule ses flux de trésorerie disponibles sur une base annuelle. Jusqu'ici, la société a financé ses distributions au moyen des flux de trésorerie d'exploitation sur une base annuelle.

Au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016, les flux de trésorerie d'exploitation nets ont totalisé 25,7 millions de dollars, ce qui reflète des sorties nettes de fonds de 13,3 millions de dollars à l'égard du fonds de roulement. Le montant net de l'impôt au comptant remboursé au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016 a totalisé 0,2 million de dollars et comprenait des remboursements de paiements d'impôt de l'exercice précédent. Les activités d'investissement de la société pour les neuf mois clos le 31 mars 2016 se sont traduites par des sorties de fonds de 61,2 millions de dollars. Ces activités d'investissement comprenaient notamment i) des dépenses en immobilisations de 49,1 millions de dollars liées aux nouveaux contrats obtenus à la suite d'appels d'offres pour l'exercice 2016 (qui incluent des placements dans le secteur pétrolier et gazier se rapportant à de nouveaux puits de 0,4 million de dollars), ii) des dépenses en immobilisations de remplacement de 7,7 millions de dollars, iii) un produit de 1,5 million de dollars tiré de la vente d'équipement, et iv) le financement d'un montant de 5,9 millions de dollars au titre des deux acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre de l'exercice. Les activités de financement de la société pour les neuf mois clos le 31 mars 2016 ont procuré 34,3 millions de dollars. Ces activités de financement comprenaient i) des emprunts de 162,7 millions de dollars en vertu de la convention de crédit et des remboursements de 97,5 millions de dollars au titre de la convention de crédit, ii) des dividendes versés de 28,2 millions de dollars, iii) des paiements de 0,3 million de dollars pour le rachat d'actions ordinaires de catégorie B, iv) des paiements de 2,3 millions de dollars pour le rachat d'actions ordinaires, et v) des coûts de financement de 0,1 million de dollars.

Facilités de crédit

Le 19 août 2014, la société a modifié sa troisième convention de crédit modifiée et mise à jour (dans sa version modifiée, la «convention de crédit»). La modification a eu pour effet d'augmenter les engagements, les faisant passer de 165,0 millions de dollars à 225,0 millions de dollars, a rehaussé le montant de la caractéristique accordéon de 100,0 millions de dollars et a prorogé la date d'échéance de la convention de crédit au 19 août 2019 ou à 90 jours avant l'échéance des billets garantis de premier rang (comme il est décrit ci-après), selon la première des deux éventualités. Cette augmentation de la valeur de la facilité a découlé de la venue de deux nouveaux prêteurs qui se sont joints au groupe bancaire et de la hausse des engagements de certains prêteurs existants. Au 31 mars 2016, les engagements en cours comprennent une facilité de crédit de 180,0 millions de dollars américains et une facilité de crédit de 45,0 millions de dollars canadiens, ces deux facilités étant disponibles aux fins du financement des besoins de fonds de roulement et des besoins relatifs aux acquisitions et aux investissements à l'égard des nouveaux contrats productifs et des contrats obtenus à la suite d'appels d'offres.

Les emprunts en vertu de la convention de crédit peuvent prendre la forme de prêts au taux de base ou de prêts en eurodollars, comme il est défini dans la convention de crédit. Les prêts au taux de base portent intérêt au taux de base, comme il est défini dans la convention de crédit (3,50 % au 31 mars 2016), majoré de la marge applicable, qui varie de 0,50 % à 1,25 %, selon le ratio de levier financier de premier rang de STA Holdings à la date d'établissement des taux. Les prêts en eurodollars portent intérêt au LIBOR rajusté, comme il est défini dans la convention de crédit (0,432900 % au 31 mars 2016), majoré de la marge applicable, qui varie de 1,75 % à 2,50 %, selon le ratio de levier financier de premier rang de STA Holdings à la date d'établissement des taux.

Le 10 novembre 2011, la société a renouvelé ses billets garantis de premier rang de 35 millions de dollars (comme il est décrit ci-après) et a prolongé leur échéance pour une durée de cinq ans. Les billets garantis de premier rang portent maintenant intérêt à un taux fixe de 4,246 % et arrivent à échéance le 10 novembre 2016. En décembre 2006, la société a initialement émis les billets garantis de premier rang (les «billets garantis de premier rang») en vertu d'une convention d'achat de billets (la «convention d'achat de billets») auprès de deux sociétés d'assurance canadiennes. Les billets garantis de premier rang consistaient en 35,0 millions de dollars de billets garantis de premier rang à taux fixe de cinq ans, comportant un taux d'intérêt nominal initial de 5,941 %. Les billets garantis de premier rang ont égalité de rang avec les emprunts aux termes de la convention de crédit.

Les emprunts en vertu de la convention de crédit sont garantis par les actifs non grevés de Parkview Transit, de STA Holdings et de ses filiales, et certaines actions du capital social de STA Holdings et le capital social de chacune de ses filiales. En outre, les obligations de paiement et d'exécution aux termes de la convention de crédit sont garanties par chacune des filiales de STA Holdings et par Parkview Transit. Les emprunts en vertu des billets garantis de premier rang sont garantis par les actifs non grevés de STA Holdings et de ses filiales américaines, et certaines actions du capital social de STA Holdings et le capital social de chacune de ses filiales américaines. En outre, les obligations de paiement et d'exécution aux termes des billets garantis de premier rang sont garanties par chacune des filiales américaines de STA Holdings.

Au 31 mars 2016, l'encours de la dette en vertu de la troisième convention de crédit modifiée et mise à jour et des billets garantis de premier rang totalisait respectivement 115,4 millions de dollars et 35,0 millions de dollars. Au 31 mars 2016, la société avait une capacité d'emprunt d'environ 105,5 millions de dollars en vertu des facilités de crédit, sous réserve du respect continu des clauses restrictives, de la convention de crédit (excluant les 100,0 millions de dollars d'engagements additionnels de la caractéristique accordéon que la société peut demander en vertu de la convention de crédit). En outre, au 31 mars 2016, l'encours de la dette comprenait environ 117,3 millions de dollars en débentures convertibles. La convention de crédit a actuellement une durée de cinq ans et vient à échéance le 19 août 2019 ou 90 jours avant la date d'échéance des billets garantis de premier rang, selon la première des deux éventualités. La convention d'achat de billets a une durée de cinq ans et vient à échéance le 10 novembre 2016.

Débentures convertibles

Au cours des exercices clos les 30 juin 2010, 2011 et 2014, STI a conclu le placement de débentures convertibles, et le 21 décembre 2009, la société a racheté pour une contrepartie au comptant la totalité des billets subordonnés à 14 % de STA ULC en circulation, dont il est question ci-dessus à la rubrique «Généralités».

Les débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA avaient une durée de cinq ans, étaient libellées en dollars canadiens et venaient à échéance et étaient exigibles le 30 juin 2015. Au cours de l'exercice 2015, la société a converti 0,1 million de dollars canadiens de ses débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA en 18 342 actions ordinaires. Le 30 juin 2015, la société a remboursé à l'échéance le capital restant de 49,9 millions de dollars canadiens de ses débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA pour la somme au comptant de 40,1 millions de dollars américains. Les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US ont une durée de sept ans, sont libellées en dollars américains, viennent à échéance et sont exigibles le 30 juin 2018, et sont rachetables par la société à compter de juillet 2014, si certaines conditions mentionnées précédemment sont respectées. La société n'a pas effectué de rachat et aucun porteur n'a converti de débenture convertible à 6,25 % libellée en \$ US en date du 31 mars 2016. Les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA ont une durée de cinq ans et demi, sont libellées en dollars canadiens, viennent à échéance et sont exigibles le 30 juin 2019, et sont rachetables par la société à compter de juillet 2017, si certaines conditions susmentionnées sont respectées. Aucun porteur n'a converti de débenture convertible à 6,25 % libellée en \$ CA en date du 31 mars 2016.

La monnaie fonctionnelle de STI est le dollar canadien. Les débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA et les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA de STI sont libellées en dollars canadiens. Comme la monnaie fonctionnelle de STI est le dollar canadien, les gains ou les pertes de change liés aux débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA et les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA à la conversion des états financiers de STI en dollars américains, soit la monnaie de présentation, sont reportés à titre de composantes distinctes des capitaux propres. Les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US de STI sont libellées en dollars américains. Comme la monnaie fonctionnelle de STI est le dollar canadien, les gains ou les

pertes latents liés à la réévaluation des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US à la conversion en dollars canadiens sont considérés comme des gains ou des pertes sur des opérations de STI et sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Le 1^{er} avril 2013, la société a consenti un prêt intersociétés au titre du versement du produit tiré des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US par STI à STA Holdings. Ce prêt intersociétés est libellé en dollars américains, porte intérêt au taux de 6,25 % annuellement, et sa date d'échéance est établie au 30 juin 2018. Ce prêt intersociétés est donc considéré comme un prêt intersociétés à court terme (puisque la durée du prêt est définie), et les gains et pertes latents liés à la réévaluation du prêt intersociétés à recevoir de STI sont considérés comme des gains et des pertes sur des opérations, la monnaie fonctionnelle de STI étant le dollar canadien, et sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes liés à la réévaluation découlant de ce prêt intersociétés contrebalancent les gains et pertes liés à la réévaluation relatifs aux débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US dans les états des résultats consolidés.

La société prévoit être en mesure de rembourser, de renouveler ou de refinancer les diverses facilités de crédit et les débentures convertibles lorsqu'elles viendront à échéance avec d'autres options de financement à long terme (voir la rubrique «Énoncés prospectifs»).

Accords de location

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2015, la société a conclu de nouveaux contrats de location-exploitation avec sept grandes institutions financières visant la location d'environ 38,7 millions de dollars de véhicules scolaires de remplacement et 38,3 millions de dollars de véhicules scolaires de croissance pour l'année scolaire 2014-2015. La durée de ces contrats est de six ans à un taux fixe effectif oscillant entre 2,7 % et 4,4 %. Les paiements annuels sur ces contrats de location supplémentaires seront d'environ 11,2 millions de dollars pour la durée des contrats.

Au cours des neuf mois clos le 31 mars 2016, la société a conclu de nouveaux contrats de location-exploitation avec dix importants établissements financiers visant la location d'environ 57,5 millions de dollars de véhicules scolaires de remplacement et d'environ 14,7 millions de dollars de véhicules scolaires de croissance pour l'année scolaire 2015-2016. La durée de ces contrats est de six ans à un taux fixe effectif variant de 2,6 % à 4,2 %. Les paiements annuels sur ces contrats de location supplémentaires seront d'environ 10,2 millions de dollars par année pour la durée des contrats.

Acquisitions et participations

Le 5 décembre 2014, la société a acquis certains actifs et un contrat de Dalton Bus Lines en Ontario, au Canada, pour environ 0,4 million de dollars. Le bénéfice de l'entreprise acquise a été inclus dans les résultats d'exploitation de la société à compter de la date d'acquisition.

Le 11 mars 2015, une filiale en propriété exclusive de la société a acquis une participation sans contrôle dans une société de services de consultation et de gestion dans le secteur du transport pour une contrepartie au comptant de 1,7 million de dollars. La société a comptabilisé cette participation selon la méthode de la mise en équivalence, conformément à l'ASC 323, *Investments – Equity Method and Joint Ventures*.

En janvier et en février 2016, une filiale en propriété exclusive de la société a fait l'acquisition de la participation restante dans la société de services de consultation et de gestion dans le secteur du transport ainsi qu'une deuxième société de services de consultation dans le même secteur. Dans l'ensemble, la contrepartie globale des deux entités acquises s'est élevée à environ 7,2 millions de dollars, composée d'un montant en trésorerie de 5,9 millions de dollars, d'un montant de 1,0 million de dollars en actions ordinaires et d'un solde de prix d'acquisition à payer de 0,3 million de dollars. La société avait auparavant investi 1,7 million de dollars en mars 2015 pour acquérir une participation sans contrôle dans la première société de services de consultation et de gestion, comme il est expliqué ci-dessus. Les bénéfices des sociétés acquises sont inclus dans les résultats d'exploitation de la société à compter des dates d'acquisition.

La société a l'intention d'obtenir, de manière sélective, des contrats au moyen d'appels d'offres et de conversions, et de rechercher des occasions d'acquisitions additionnelles dans la mesure où il lui est possible de les financer à même les flux de trésorerie d'exploitation, la capacité d'emprunt disponible en vertu de sa facilité de crédit et l'émission éventuelle d'actions ordinaires et de titres de créance additionnels (voir la rubrique «Énoncés prospectifs»).

Prix du carburant

Au 31 mars 2016, la société exploitait une flotte d'environ 13 000 véhicules et consommait de grandes quantités de carburant dans le cadre de ses activités. Bien qu'à l'heure actuelle, environ 60 % des contrats conclus par la société comportent des mesures d'atténuation du risque de prix du carburant prévoyant une certaine forme de protection contre les hausses de prix du carburant, que ce soit moyennant le remboursement par l'arrondissement scolaire ou même l'achat pur et simple de carburant par celui-ci, rien ne garantit que la société sera en mesure de se protéger adéquatement contre la hausse des coûts autrement que dans la mesure où ceux-ci qui font l'objet de contrats. Ces dispositions d'atténuation à l'égard du carburant exposent toujours la société à certaines variations des prix du marché. Comme il a été indiqué précédemment, la société tente également de couvrir une tranche additionnelle de 20 % de son risque lié au prix du carburant à l'aide de contrats à prix fixe, alors que la dernière tranche de 20 % est entièrement assujettie aux variations des prix sur le marché. Pour l'exercice 2015, la société a conclu, en août de cet exercice, des contrats à prix fixe avec ses fournisseurs de carburant afin de couvrir environ 20 % de son risque lié au prix du carburant, avant la chute des prix sur le marché survenue au cours de la période d'octobre à décembre de l'exercice 2015. Pour l'exercice 2016, la société a conclu des contrats à prix fixe avec ses fournisseurs de carburant à partir d'octobre 2014 (période de l'exercice 2015 au cours de laquelle les prix ont commencé à baisser), qui visent environ 20 % de son risque lié au prix du carburant couvert. En août et en novembre 2015, la société a couvert environ 15 % de son risque lié au prix du carburant pour l'exercice 2017.

Information sectorielle (en milliers de dollars)

Par suite de l'acquisition de Canadex, la société compte deux secteurs isolables : le secteur du transport et le secteur pétrolier et gazier. Le secteur du transport fournit des services de transport par autobus scolaire et de gestion à des écoles publiques et privées en Amérique du Nord. Le secteur pétrolier et gazier représente les investissements de la société à titre de non-exploitant dans des propriétés pétrolières et gazières aux États-Unis.

	Pour les trois mois clos le 31 mars 2016	Pour les trois mois clos le 31 mars 2015	Pour les neuf mois clos le 31 mars 2016	Pour les neuf mois clos le 31 mars 2015
Produits d'exploitation				
Transport	172 996 \$	155 967 \$	432 947 \$	399 888 \$
Secteur pétrolier et gazier	245	347	1 057	2 409
	173 241 \$	156 314 \$	434 004 \$	402 297 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation				
Transport	12 619 \$	7 337 \$	14 081 \$	6 914 \$
Secteur pétrolier et gazier	(409)	(344)	(2 420)	(321)
	12 210	6 993	11 661	6 593
Charges non réparties	6 072	4 137	12 075	11 768
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	2 369	963	(173)	(1 850)
Bénéfice net (perte nette)	3 769 \$	1 893 \$	(241) \$	(3 325) \$

	Au 31 mars 2016	Au 30 juin 2015
Total de l'actif		
Transport	560 255 \$	527 291 \$
Secteur pétrolier et gazier	6 606	8 636
	566 861 \$	535 927 \$

Engagements et obligations contractuelles

Les engagements et obligations contractuelles comprennent surtout des obligations liées à l'encours de la dette et des obligations locatives. Le tableau suivant montre les obligations contractuelles et les engagements liés à l'encours de la dette au 31 mars 2016 et les paiements exigibles par période qui s'y rattachent.

Les échéances de la dette à long terme sont comme suit (en milliers de dollars) :

	Troisième facilité de crédit modifiée	Déventures convertibles	Billets de premier rang garantis	Total
Exercices se terminant les 30 juin				
2016 (4/1/16-6/30/16)	- \$	- \$	- \$	- \$
2017	-	-	35 000	35 000
2018	-	59 590	-	59 590
2019	115 400	57 750	-	173 150
2020	-	-	-	-
Par la suite	-	-	-	-
	115 400 \$	117 340 \$	35 000 \$	267 740 \$

En août 2014, la date d'échéance de la convention de crédit a été prorogée au 19 août 2019 ou à 90 jours avant la date d'échéance des billets garantis de premier rang, selon la première des deux éventualités.

Le tableau suivant présente, au 31 mars 2016, les loyers minimums et les paiements liés aux contrats de location-exploitation non résiliables à verser dans l'avenir (en milliers de dollars) :

	Contrats de location- exploitation	Contrats de location de véhicules	Total
Exercices se terminant les 30 juin			
2016 (4/1/16-6/30/16)	3 824 \$	11 352 \$	15 176 \$
2017	11 504	35 231	46 735
2018	8 935	32 036	40 971
2019	6 669	27 760	34 429
2020	3 314	21 552	24 866
2021 et par la suite	3 543	10 633	14 176
Total des paiements minimaux	37 789 \$	138 564 \$	176 353 \$

Si les contrats de location-exploitation pour les véhicules avaient été comptabilisés comme des contrats de location-acquisition, la dette de premier rang et la dette totale se seraient élevées respectivement à environ 361,9 millions de dollars et 479,2 millions de dollars au 31 mars 2016. De plus, le ratio de la dette de premier rang sur le BAIIA (tel qu'il est défini dans la convention de crédit, ajusté pour tenir compte de la capitalisation des contrats de location de véhicules) aurait augmenté de 1,6:1, et le ratio de la dette totale par rapport au BAIIA aurait augmenté de 1,1:1.

Données sur les actions en circulation

Au 31 mars 2016, la société comptait 96 769 684 actions ordinaires émises et en circulation, des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US d'un capital de 60,0 millions de dollars américains convertibles en environ 6,3 millions d'actions ordinaires et des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA d'un capital de 75,0 millions de dollars canadiens convertibles en environ 8,3 millions d'actions ordinaires. Aucune action privilégiée n'est émise ou en circulation. (Voir les rubriques «Situation de trésorerie et sources de financement – Débentures convertibles» et «Événements postérieurs à la date du bilan»).

Informations quantitatives et qualitatives au sujet du risque de marché

Comme il est noté dans la mise en garde concernant les énoncés prospectifs présentés sous le titre «Énoncés prospectifs» du présent rapport de gestion, cette section contient des énoncés prospectifs, notamment en ce qui a trait aux dividendes prévus de la société. Ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs, qui sont hors du contrôle de la direction, y compris les facteurs de risque figurant dans le rapport de gestion, qui peuvent faire en sorte que nos résultats diffèrent considérablement de ceux décrits ou prévus dans les énoncés prospectifs.

Dans le cours normal des affaires, la société est exposée à des risques de marché découlant de variations défavorables des taux d'intérêt et du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Le risque de marché est défini à ces fins comme la variation possible de la juste valeur de marché des actifs et des passifs financiers découlant d'une variation défavorable de ces taux. Outre les variations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016, il n'y a eu aucune autre modification importante des risques de marché susmentionnés de la société au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016.

Au 31 mars 2016, les emprunts à taux variable importants de la société comprenaient l'encours des emprunts en vertu de la convention de crédit. Au 31 mars 2016, l'encours de la dette de la société s'élevait à 115,4 millions de dollars en vertu de la convention de crédit. La société a un swap de taux d'intérêt en vigueur pour une valeur nominale de 50,0 millions visant à échanger le taux variable contre un taux fixe pour 50,0 millions de dollars d'emprunts en vertu de la convention de crédit. (Voir la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement – Débentures convertibles»). Une variation de 100 points de base des taux d'intérêt, appliquée à ces emprunts nets au 31 mars 2016, se traduirait par une variation annuelle des intérêts débiteurs d'environ 0,7 million de dollars et une variation correspondante des flux de trésorerie.

Les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA échéant le 30 juin 2019 sont libellées et payables, à leur échéance, en dollars canadiens. La société n'a pas conclu d'arrangement de couverture à l'égard du paiement de ces débentures à leur échéance. La société utilise les flux de trésorerie de ses activités au Canada afin d'atténuer en partie le risque de change lié aux versements d'intérêts sur les débentures convertibles.

Dans le cours normal des affaires, la société est aussi exposée à la variation du prix du carburant sur le marché. Dans le but d'atténuer partiellement l'incidence de la volatilité du prix du carburant sur ses résultats, environ 60 % des contrats productifs conclus comprennent des dispositions prévoyant une certaine forme de protection contre les hausses de prix du carburant, que ce soit moyennant le remboursement par l'arrondissement scolaire ou même l'achat pur et simple de carburant par celui-ci. Ces dispositions d'atténuation à l'égard du carburant exposent toujours la société à certaines variations des prix du marché. Pour l'exercice 2015, la société a conclu, en août de cet exercice, des contrats à prix fixe avec ses fournisseurs de carburant afin de couvrir environ 20 % de son risque lié au prix du carburant, avant la chute des prix sur le marché survenue au cours de la période d'octobre à décembre de l'exercice 2015. Pour l'exercice 2016, la société a conclu des contrats à prix fixe avec ses fournisseurs de carburant à partir d'octobre 2014 (période de l'exercice 2015 au cours de laquelle les prix ont commencé à baisser), qui visent environ 20 % de son risque lié au prix du carburant couvert. En août et en novembre 2015, la société a couvert environ 15 % de son risque lié au prix du carburant pour l'exercice 2017.

Sommaire des résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
	2014	2015	2015	2015	2015	2016	2016	2016
Produits d'exploitation	142 567 \$	88 532 \$	157 451 \$	156 314 \$	152 454 \$	93 383 \$	167 380 \$	173 241 \$
Bénéfice net (perte nette)	4 707 \$	(8 755) \$	3 537 \$	1 893 \$	6 480 \$	(9 543) \$	6 017 \$	3 769 \$
Résultat net par action	0,06 \$	(0,11) \$	0,04 \$	0,02 \$	0,07 \$	(0,10) \$	0,06 \$	0,04 \$

Caractère saisonnier

Les produits provenant du transport par autobus scolaire ont toujours été saisonniers, en raison du calendrier scolaire et des vacances. Au cours des vacances scolaires estivales, les produits proviennent surtout des camps de vacances et des services de transport nolisés. Étant donné que les écoles sont fermées, la société tire peu de produits du transport par autobus scolaire pendant cette période. Ainsi, la société subit des pertes d'exploitation au cours du premier trimestre de l'exercice, lequel englobe les vacances scolaires estivales. L'amortissement des immobilisations corporelles s'effectue au cours des mois où les écoles sont ouvertes, soit habituellement de septembre à juin. La valeur de l'amortissement d'un exercice entier est constatée au cours de ces dix mois pour correspondre à l'utilisation des véhicules.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons évalué le contrôle interne à l'égard de l'information financière et avons déterminé qu'aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société survenu au cours des six mois clos le 31 mars 2016 n'a eu d'incidence importante sur ce contrôle ou pourrait raisonnablement en avoir une. La direction continue toutefois de surveiller l'infrastructure et les contrôles de la société et de chercher à les améliorer.

Opérations entre parties liées

La société a fait appel à un concessionnaire en matériel de transport, principalement pour obtenir de l'aide sur le plan de l'acquisition et de la cession des véhicules de sa flotte sous la supervision du chef des finances de la société. Le concessionnaire en matériel de transport a fourni également des services de consultation à la société, en l'aidant à évaluer la flotte dans le cadre d'acquisitions. Le concessionnaire en matériel de transport était une société contrôlée par un membre de la famille du président du conseil et chef de la direction de la société. À partir de l'exercice 2015, les services d'acquisition et de cession des véhicules de la flotte ont été fournis en échange d'honoraires comprenant une rémunération fixe plus une commission par véhicule, jusqu'à concurrence de 0,5 million de dollars par année. Avant l'exercice 2015, ces services ne faisaient pas l'objet d'un contrat. La société a versé au concessionnaire en matériel de transport 0,5 million de dollars pour les neuf mois clos les 31 mars 2015. En avril 2015, la société a résilié l'entente et a commencé à rendre ces services directement à l'aide de ressources internes.

Ces opérations étaient évaluées à la valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie fixé et convenu entre les parties liées.

Événements postérieurs à la date du bilan

Comme il est noté dans la mise en garde concernant les énoncés prospectifs présentés sous le titre «Énoncés prospectifs» du présent rapport de gestion, cette section contient des énoncés prospectifs, notamment en ce qui a trait au RIA et aux paiements en vertu des contrats de location de la société. Ces énoncés comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs, qui sont hors du contrôle de la direction, y compris les facteurs de risque figurant dans le rapport de gestion, qui peuvent faire en sorte que nos résultats diffèrent considérablement de ceux décrits ou prévus dans les énoncés prospectifs.

Le 11 avril 2016, la société a acquis aux fins d'annulation les 5,0 millions d'actions détenues par SNCF-Participations («SNCF-P»), anciennement son actionnaire le plus important, pour un montant d'environ 23,5 millions de dollars. La vente par SNCF-P faisait partie intégrante d'une stratégie déjà annoncée visant à se départir de ses participations dans un groupe de sociétés dans le secteur du transport et de la logistique perçues comme des «actifs secondaires» de son portefeuille de placements.

Méthodes et estimations comptables critiques

La préparation des états financiers selon les PCGR des États-Unis exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur les montants constatés des produits et des charges au cours de la période visée. Certaines des estimations et hypothèses que la direction est tenue de faire se rapportent à des questions qui sont en elles-mêmes incertaines, parce qu'elles peuvent avoir trait à des événements futurs. La direction fonde ces estimations sur les résultats historiques et sur diverses autres hypothèses qu'elle juge raisonnables et pertinentes. Les résultats réels peuvent différer considérablement de ces estimations. Voici une description de nos méthodes comptables qui, à

notre avis, exigent des jugements subjectifs et complexes et pourraient éventuellement avoir un effet important sur la situation financière et les résultats d'exploitation présentés.

Écart d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie indéfinie. L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût sur la juste valeur de l'actif net acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises comptabilisé selon la méthode de l'acquisition. L'écart d'acquisition et les marques de commerce ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus souvent si les circonstances changent et qu'il existe des signes de dépréciation. Le test de dépréciation annuel est effectué au cours du quatrième trimestre.

En procédant au test de dépréciation, la société peut, à son gré, effectuer une évaluation qualitative pour déterminer d'abord si la juste valeur d'une unité d'exploitation est inférieure à sa valeur comptable. Si la société ne choisit pas d'effectuer une évaluation qualitative, elle doit procéder à un test de dépréciation en deux étapes. La société compare d'abord la juste valeur de l'unité d'exploitation à sa valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition. Si la valeur comptable excède la juste valeur, la valeur comptable est alors comparée à la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition. Si la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition est inférieure à la valeur comptable de l'écart d'acquisition, une perte de valeur correspondant à l'écart sera comptabilisée dans l'état des résultats, et la juste valeur implicite de l'écart d'acquisition devient la nouvelle valeur comptable de l'écart d'acquisition pour cette unité d'exploitation, laquelle valeur sera alors utilisée pour les futurs tests de dépréciation.

En ce qui concerne l'évaluation de la dépréciation des marques de commerce, si la valeur comptable excède la juste valeur, une perte de valeur égale à l'excédent sera constatée dans l'état des résultats.

La juste valeur est établie par l'analyse des flux de trésorerie actualisés qui requiert, notamment, l'estimation des montants et de l'échéancier des flux de trésorerie projetés et du taux d'actualisation approprié.

Les autres actifs incorporels identifiables consistent en des droits contractuels et des clauses de non-concurrence. Les droits contractuels, qui comprennent les relations avec la clientèle, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de vie utile estimative de 20 à 23 ans. La durée de vie utile des droits contractuels a été établie d'après des rapports d'évaluation de tiers préparés pour la société. Les évaluations ont pris en compte la durée moyenne des contrats, les périodes de renouvellement prévues et les hypothèses sur les renouvellements futurs fondées sur la durée des contrats passés avec les clients. Les clauses de non-concurrence sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de vie utile estimative de deux à cinq ans.

Dépréciation des actifs à long terme. La direction évalue de façon continue si des événements ou des circonstances qui sont survenus indiquent que la durée de vie utile estimative restante des immobilisations corporelles, des droits contractuels et des clauses de non-concurrence devrait être reconsidérée ou que les soldes résiduels pourraient ne pas être recouvrables. Les événements ou circonstances qui pourraient donner lieu à un test de dépréciation comprennent, sans s'y limiter, la perte d'un contrat important auprès d'un arrondissement scolaire, une hausse marquée des charges de la société sans hausse correspondante des produits d'exploitation, ce qui se traduirait par des pertes d'exploitation ou de flux de trésorerie ou d'éventuelles pertes d'exploitation ou de flux de trésorerie, une évolution défavorable importante des facteurs juridiques ou du contexte commercial dans lequel la société exerce ses activités, ce qui pourrait avoir une incidence sur la valeur des actifs à long terme, ou la possibilité qu'un actif à long terme soit vendu ou autrement cédé à perte avant la fin de sa durée de vie utile estimative prévue. Si cette évaluation démontre que ces actifs ne seront pas recouvrables, comme il a été établi d'après les flux de trésorerie futurs non actualisés découlant de leur utilisation, la valeur comptable des actifs sera réduite à leur juste valeur estimative.

Provisions pour assurances. Les provisions pour assurances de la société reflètent les franchises estimatives dont la société est responsable en vertu des programmes d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et d'assurance responsabilité des véhicules. Nos primes d'assurance pour ces éléments dépendent largement de nos résultats en matière de réclamations et de notre capacité à exercer un contrôle sur celles-ci, de l'évolution des réclamations vers les montants sélects et ultimes, de même que des primes et des charges associées à cette couverture. Nous avons comptabilisé nos provisions pour assurances estimatives relativement aux pertes prévues à l'égard des réclamations en cours en vertu des programmes d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et d'assurance responsabilité des véhicules d'après une analyse actuarielle préparée par un actuaire tiers indépendant. Bien que les estimations de ces charges à payer dépendent des facteurs mentionnés ci-dessus, il est possible que les flux de trésorerie et les résultats d'exploitation futurs puissent être considérablement touchés par des changements au titre de nos hypothèses ou de nos résultats en matière de réclamations ou de matérialisation de ces réclamations.

Rémunération à base d'actions. La rémunération à base d'actions et les autres paiements à base d'actions de la société sont comptabilisés à la juste valeur. Selon cette méthode, la juste valeur de la rémunération à base d'actions et des autres paiements à base d'actions est évaluée à la date de l'attribution, et la juste valeur totale est amortie au rythme de l'acquisition des droits rattachés aux attributions à titre de charge de rémunération. Les droits liés aux actions ordinaires de catégorie B émises par STA Holdings sont entièrement acquis à la date d'attribution et, en conséquence, la société comptabilise une charge de rémunération lorsque les actions sont émises. Ces actions sont comptabilisées à titre de passif au moment de l'émission et réévaluées trimestriellement à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

Les actions ordinaires de catégorie B ne sont pas négociées sur un marché actif et sont soumises à certaines restrictions quant à leur cessibilité. Ces actions sont comptabilisées à titre de passif au moment de leur émission, en raison de l'option de vente qu'elles comportent. L'option de revente des actions ordinaires de catégorie B, série Trois prévoit une juste valeur du marché des actions ordinaires de catégorie B, série Trois revendues égale au cours moyen pondéré des actions ordinaires de STI pour les dix jours de Bourse consécutifs précédant la date de revente. La charge de rémunération à base d'actions associée à l'émission des actions ordinaires de catégorie B, série Trois a été établie d'après la valeur de négociation des actions ordinaires de STI à la date d'attribution, semblable à la juste valeur de ces actions ordinaires en rapport avec les valeurs de l'option de vente décrites ci-dessus.

Impôts sur les bénéfices. Les impôts sur les bénéfices ont été comptabilisés selon la méthode axée sur le bilan, en vertu de laquelle des actifs et des passifs d'impôts futurs sont comptabilisés pour tenir compte des incidences fiscales prévues des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont évalués au moyen des taux d'imposition en vigueur et qui devraient être en vigueur pour les exercices au cours desquels ces impôts seront effectivement payés ou les remboursements, reçus. Une provision pour moins-value est comptabilisée pour réduire les actifs d'impôts futurs à un montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable. Les passifs d'impôts futurs comptabilisés résultent de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains éléments du matériel de transport, d'autre matériel et d'actifs incorporels.

La société fait appel à son jugement pour établir la charge d'impôts sur les bénéfices et évaluer ses positions fiscales conformément aux directives comptables relatives aux impôts sur les bénéfices. Une charge d'impôts sur les bénéfices additionnelle est établie lorsque, malgré le fait qu'elle estime que ses positions fiscales sont entièrement soutenables, il reste certaines positions qui ne respectent pas le seuil minimal de probabilité, soit une position fiscale dont il est plus probable qu'improbable qu'elle pourra être soutenue lors d'un examen par l'administration fiscale applicable. La société et ses filiales font l'objet d'examen par diverses administrations fiscales au niveau fédéral et étatique. La société évalue régulièrement les résultats possibles de ces examens et de tout examen

futur au cours de l'exercice considéré ou des exercices antérieurs pour établir le caractère adéquat de sa charge d'impôts sur les bénéfices. La société évalue de façon continue la probabilité et le montant des ajustements éventuels et ajuste la charge d'impôts sur les bénéfices, le passif d'impôts exigibles et les impôts futurs de la période au cours de laquelle les faits entraînant une révision sont connus.

Comptabilisation des instruments dérivés et des activités de couverture. La société comptabilise ses instruments dérivés à la juste valeur au bilan, méthode qui exige qu'une entité tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de la contrepartie pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Les variations de la juste valeur seront comptabilisées à l'état des résultats ou dans les autres éléments du résultat étendu selon la nature de l'instrument dérivé. La société a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture pour l'ensemble de ses instruments financiers dérivés et, par conséquent, comptabilise toutes les variations de la juste valeur à l'état des résultats. La société a compensé les montants de la juste valeur comptabilisés à l'égard de ses contrats de change à terme avec la même contrepartie en vertu d'un accord de compensation globale conclu.

Conversion de devises. Les actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les opérations libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes de change sur ces éléments sont considérés comme des gains et des pertes sur des opérations et présentés dans le poste (Gain) perte de change des états des résultats consolidés.

La monnaie fonctionnelle de STI, de STA ULC et des activités de la société au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des activités de la société aux États-Unis est le dollar américain. Les états financiers de la société sont présentés en dollars américains, parce que les principales activités et les flux de trésorerie de ses filiales sont libellés en dollars américains. Par conséquent, les actifs et les passifs de la société, de STA ULC et des activités de la société au Canada sont convertis en dollars américains au taux de change en vigueur à la fin de la période, et les produits et les charges sont convertis au taux moyen de la période. Les gains ou pertes de change à la conversion sont reportés à titre de composantes distinctes des capitaux propres. Les débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA et les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA de STI sont libellées en dollars canadiens. Comme la monnaie fonctionnelle de STI est le dollar canadien, les gains ou les pertes de change liés aux débentures convertibles à 6,75 % libellées en \$ CA et les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ CA à la conversion des états financiers de STI en dollars américains, soit la monnaie de présentation, sont reportés à titre de composantes distinctes des capitaux propres. Les débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US de STI sont libellées en dollars américains. Comme la monnaie fonctionnelle de STI est le dollar canadien, les gains ou les pertes latents liés à la réévaluation des débentures convertibles à 6,25 % libellées en \$ US à la conversion en dollars canadiens sont considérés comme des gains ou des pertes sur des opérations de STI et sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés.

Les gains et les pertes liés aux opérations en devises se rapportant aux prêts intersociétés à court terme sont comptabilisés à l'état des résultats consolidé au moment où ils surviennent. Les gains et les pertes liés aux opérations en devises se rapportant aux prêts intersociétés considérés comme étant à long terme sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au moment où ils surviennent.

Estimations relatives aux réserves pétrolières et gazières. Les estimations relatives aux réserves pétrolières et gazières dans les états financiers consolidés sont établies d'après l'établissement des réserves, qui est un processus d'estimation des accumulations souterraines de pétrole et de gaz qui ne peuvent être mesurées de façon exacte. Le processus est tributaire de l'interprétation des données géographiques, géophysiques, d'ingénierie et de production disponibles. L'exactitude de l'estimation d'une réserve dépend de la qualité et de la quantité des données

disponibles, de l'interprétation de ces données, de l'exactitude de diverses hypothèses économiques prescrites et du jugement des personnes qui préparent les estimations.

L'information de la société relative aux réserves est fondée sur des estimations préparées par des consultants indépendants du secteur pétrolier et gazier. Les estimations préparées par d'autres intervenants peuvent différer de ces estimations. Puisque ces estimations sont tributaires de nombreuses hypothèses, comme les taux de production futurs prévus, et les prévisions estimatives relatives aux prix des produits de base et au calendrier des dépenses futures, qui peuvent toutes différer des résultats réels, les estimations des réserves peuvent être différentes des quantités de pétrole et de gaz qui seront réellement récupérées. En outre, les résultats au titre du forage, des tests et de la production postérieurs à la date d'une estimation pourraient justifier des révisions de l'estimation.

La valeur actualisée des produits d'exploitation nets futurs tirés des activités pétrolières et gazières ne correspond pas nécessairement à la valeur de marché des réserves estimatives de pétrole et de gaz de la société. Les prix, les coûts et les réserves futurs réels pourraient être beaucoup plus élevés ou beaucoup moins élevés que les prix, les coûts et les réserves utilisés pour le calcul du montant net des produits d'exploitation futurs. Les estimations relatives aux réserves peuvent avoir une incidence importante sur le bénéfice, puisqu'elles constituent un élément clé du calcul de l'amortissement et de la déplétion des propriétés pétrolières et gazières.

Une révision à la baisse de ces estimations relatives aux réserves pourrait se traduire par des charges d'amortissement et de déplétion plus élevées imputées aux résultats. En outre, s'il est établi que les coûts capitalisés nets sont plus élevés que le plafond prévu, lequel est largement fondé sur les estimations relatives aux réserves, l'excédent doit être passé en charges.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. La provision pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisée dans les états financiers consolidés est fondée sur des estimations du total des coûts futurs de remise en état et d'abandon de puits et d'installations de pétrole et de gaz naturel, de même que sur des estimations du moment où ces coûts seront engagés. Les estimations sont fondées sur la participation nette de la société dans les puits. L'estimation de ces coûts futurs exige que la direction fasse des estimations et exerce un jugement soumis à des révisions futures en fonction de nombreux facteurs, y compris l'évolution de la technologie et les changements au chapitre de la situation politique et réglementaire.

Facteurs de risque

La rubrique «Facteurs de risque» qui se trouve dans notre notice annuelle pour l'exercice clos le 30 juin 2015, disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, décrit les facteurs de risque généraux et particuliers qui pourraient influencer sur notre rendement financier. Cette rubrique est intégrée par renvoi aux présentes.